

COMMISSION NATIONALE DE DÉONTOLOGIE DE LA SÉCURITÉ

Saisine n°2008-37

AVIS ET RECOMMANDATIONS

de la **Commission nationale de déontologie de la sécurité**

à la suite de sa saisine, le 10 avril 2008,
par M. Didier ROBERT, député de la Réunion

La Commission nationale de déontologie de la sécurité a été saisie, le 10 avril 2008, par M. Didier ROBERT, député de la Réunion, des conditions de l'interpellation puis de la garde à vue de M. C.B. le 4 janvier 2008, à la brigade de gendarmerie de la Rivière Saint-Louis à la Réunion.

La Commission a pris connaissance de la procédure judiciaire concernant l'interpellation et la garde à vue de M. C.B.

La Commission a interrogé par écrit le maréchal-des-logis-chef L.M.

> LES FAITS

Le 20 juillet 2006, Mlle S.P. a porté plainte contre le père de sa fille, M. C.B., pour non paiement de pension alimentaire : il ne lui aurait pas versé sa pension alimentaire de 100 € par mois depuis neuf mois.

Sur la base d'informations recueillies par les gendarmes, une convocation a été adressée à M. C.B., le 15 septembre 2006, au domicile de ses parents, à Piton Saint-Leu. M. C.B. ne répondant pas à cette convocation, des investigations complémentaires ont été effectuées par les gendarmes qui ont découvert à la fois que M. C.B. serait domicilié chez son amie, Mlle M.P. à la Rivière Saint-Louis et que son père, M. E.B., est connu des services de gendarmerie pour ne pas répondre aux convocations¹.

Après avoir localisé le domicile de Mlle M.P., les gendarmes ont adressé à M. C.B. une nouvelle convocation, en vain. M. C.B. indique qu'il n'a reçu aucune convocation. Au cours de leurs investigations, les gendarmes ont reçu copie du jugement du tribunal de grande instance de Saint-Pierre condamnant M. C.B. à six mois d'emprisonnement avec sursis et mise à l'épreuve pendant dix-huit mois avec obligation de régler les pensions alimentaires dues.

Le 4 janvier 2008, aux environs de 14h30, le maréchal-des-logis-chef L.M., accompagné de quatre collègues, a enfin réussi à localiser M. C.B. au domicile de Mlle M.P. Il a immédiatement avisé le procureur de la République qui lui a donné l'autorisation, conformément à l'article 78 du code de procédure pénale, de faire usage de la force pour

¹ Cf. saisine 2006-78, rapport 2007 de la CNDS.

emmener l'intéressé à la brigade de gendarmerie pour l'interroger. M. C.B. indique qu'il a accepté de suivre les gendarmes sans difficulté et se plaint d'avoir été menotté sans raison.

Le procès-verbal d'interpellation présente une toute autre version des faits. M. C.B., qui se trouvait à bord de son véhicule lorsque les gendarmes sont venus à sa rencontre, en a fermé les vitres et les portières, en indiquant qu'il refusait de sortir car il souhaitait téléphoner avec son téléphone portable. Après avoir été sommé d'ouvrir sa portière sans quoi les gendarmes briseraient la vitre de son véhicule, il en est finalement sorti. Très rapidement, Mlle M.P., qui était restée en retrait jusque là, s'est interposée en allant au contact des gendarmes, griffant l'un d'eux. Cette dernière a également été interpellée. Les gendarmes ont menotté M. C.B. pour l'emmener rapidement à la brigade. Son placement en garde à vue lui a été notifié oralement au moment de son interpellation. Il a été palpé et n'était porteur d'aucun objet dangereux.

Dès son arrivée au commissariat, M. C.B. a de nouveau reçu notification de ses droits. Il indique avoir refusé d'exercer ses droits et a refusé de signer tous les procès-verbaux. Il a ensuite fait l'objet d'une fouille à nu, en présence, selon lui, d'une dizaine de gendarmes qui ont proféré des commentaires humiliants. Le maréchal-des-logis-chef L.M. n'a pas été en mesure de préciser le nombre de gendarmes présents, ni le rôle de chacun pendant cette fouille ; il indique cependant que M. C.B. a conservé ses sous-vêtements en permanence. Ce dernier a ensuite été placé dans une chambre de sûreté, qu'il décrit ainsi : « La chambre de sûreté se trouvait dans un état d'insalubrité pas possible, d'une saleté repoussante, des matières fécales se trouvaient sur les murs, ainsi que de nombreuses traces de sang... » Sur interrogation de la Commission, le maréchal-des-logis-chef L.M. indique que la brigade dispose uniquement de deux chambres de sûreté pour placer les personnes gardées à vue ou retenues. Elles sont régulièrement nettoyées par les militaires eux mêmes. Il précise qu'il n'a pas constaté la présence de matière fécale au mur, ni de trace de sang, les murs n'étant pas pour autant d'une propreté parfaite.

M. C.B. a été entendu à deux reprises, de 15h40 à 17h15 et de 17h40 à 18h30, il a été libéré à 18h40, après environ quatre heures de garde à vue.

> AVIS

Sur le cadre juridique de l'interpellation de M. C.B. :

La Commission a pris connaissance d'une convocation laissée au domicile du père de M. C.B., le 15 septembre 2006, sur laquelle figurent certaines observations de celui-ci, notamment que son fils n'habite pas à cette adresse. Elle a également reçu communication des pièces prouvant les démarches des gendarmes pour localiser M. C.B. Au regard du refus de M. C.B. de se présenter à la brigade de gendarmerie, son interpellation le 4 janvier 2008 était inévitable. Elle a été autorisée par le procureur de la République, conformément à l'article 78 du code de procédure pénale.

Sur les circonstances de l'interpellation :

M. C.B. se plaint d'avoir été menotté sans décrire avec précision les circonstances de son interpellation. Au regard de la description précise réalisée sur procès-verbal par le maréchal-des-logis-chef L.M., la Commission estime que ce dernier a fait preuve de discernement en décidant d'utiliser ses menottes, M. C.B. ayant largement démontré qu'il refusait de coopérer.

Sur le déroulement de la garde à vue :

La Commission estime que la fouille avec déshabillage partiel de M. C.B. est disproportionnée. Elle ne peut se justifier par des impératifs de sécurité : ni les faits qui lui étaient reprochés, ni son attitude, ne laissaient présumer qu'il était susceptible de dissimuler des objets dangereux pour lui-même ou pour autrui. La présence de plusieurs militaires pendant la fouille peut amplifier le sentiment d'humiliation indissociable d'une telle mesure. Lorsqu'elle est opportune, la fouille ne doit pas être effectuée en présence de plusieurs militaires, sauf en cas de circonstances exceptionnelles, ce qui n'était pas le cas en l'espèce, M. C.B. n'ayant pas été violent.

M. C.B. se plaint d'avoir été soumis à un examen médical qu'il n'avait pas demandé. Or cette demande apparaît dans le procès-verbal de notification des droits qu'il a refusé de signer. Dans ces conditions, il est difficile de se prononcer avec certitude sur son souhait. Il avait cependant la possibilité de refuser de rencontrer le médecin lorsque celui-ci s'est présenté.

La durée de la garde à vue, environ quatre heures, au cours desquelles il a été entendu à deux reprises, n'est pas excessive.

> RECOMMANDATIONS

La Commission, consciente des conditions difficiles dans lesquelles les militaires de la gendarmerie exercent leur mission et des dangers auxquels ils s'exposent au quotidien, rappelle que la fouille à nu a pour unique objectif de rechercher des objets illicites et dangereux pour la sécurité des personnes privées de liberté et pour autrui.

Si la palpation de sécurité doit être pratiquée de façon systématique sur toute personne privée de liberté dans des locaux de police ou de gendarmerie, la fouille à nu doit rester l'exception, et non l'inverse, comme le constate trop souvent la Commission.

La Commission souhaite que les termes de la circulaire du ministre de l'Intérieur du 11 mars 2003 soient rappelés à tous les militaires de la gendarmerie et particulièrement au maréchal-des-logis-chef L.M., ainsi qu'à sa hiérarchie, notamment les paragraphes suivants :

« Il y aura donc lieu dès à présent de limiter les mesures de sûreté à la palpation de sécurité. Dans l'hypothèse où des vérifications plus adaptées se révéleraient nécessaires, il conviendrait d'en référer à l'officier de police judiciaire. (...)

« Pour apprécier l'opportunité de recourir à cette mesure en lieu et place de la palpation de sécurité, le policier pourra notamment prendre en considération les critères suivants :

- conditions de l'interpellation (tentative de fuite et/ou violences) ;
- nature et gravité des faits reprochés ;
- antécédents judiciaires,
- âge de la personne,
- état de santé de la personne,
- agressivité de la personne (envers elle-même ou pour autrui),
- découverte d'objets dangereux lors de la palpation de sécurité,
- signes manifestes de consommation d'alcool ou de stupéfiants.

Sur le plan pratique, ces palpations et fouilles seront toujours exécutées avec méthode et professionnalisme par une personne de même sexe que la personne concernée, dans un local fermé et hors de la vue d'autres personnes. Dans la mesure du possible, le fonctionnaire qui y procédera ne devra pas être concerné par l'interpellation, ni par la procédure administrative ou judiciaire en cours. »

La Commission souhaite également que cette communication précise qu'elle exempte les militaires de la gendarmerie de leur responsabilité dès lors qu'un incident survient alors qu'ils ont agi avec discernement au moment de décider du recours à la palpation ou à la fouille de

sécurité et qu'au contraire, ces mêmes militaires encourent des sanctions disciplinaires en cas de fouille réalisée en l'absence de motif sérieux.

La Commission recommande que le recours à la fouille de sécurité, ainsi que les raisons qui l'ont justifiée, fassent l'objet de mentions particulières dans le registre du poste et dans la procédure.

La Commission souhaite que cet avis soit communiqué au maréchal-des-logis-chef L.M.

> [TRANSMISSIONS](#)

Conformément à l'article 7 de la loi du 6 juin 2000, la Commission adresse cet avis pour réponse au ministre de l'Intérieur, de l'Outre-mer et des Collectivités territoriales.

Adopté le 29 juin 2009.

Pour la Commission nationale de déontologie de la sécurité,

Le Président,

Roger BEAUVOIS